

Des solutions locales au défi mondial : l'appel des maires...

mardi 30 juin 2015

L'appel des maires et bourgmestres européens pour des solutions locales au défi mondial.

"Nous, capitales et métropoles européennes, voulons être en première ligne de la lutte contre le dérèglement climatique. Voilà pourquoi, réunies à Paris ce jeudi, nous prenons l'engagement d'amplifier nos "plans Climat" respectifs".

Voir la liste de maires et bourgmestres européens signataires (ci-dessous).

"Si le dérèglement climatique est global, les solutions, elles, sont avant tout locales. Parce qu'elles se situent à l'articulation entre ces deux échelles, les grandes villes sont en première ligne dans le combat contre le dérèglement climatique. C'est la raison pour laquelle nous, capitales et métropoles européennes qui représentons plus de 60 millions d'habitants et disposons d'une capacité d'investissement significative (2 000 milliards d'euros de PIB), faisons le choix de mettre en commun et de renforcer nos outils de transition énergétique et écologique.

Notre ambition est d'identifier et de combattre les principales causes des émissions de gaz à effet de serre que sont les transports polluants, les bâtiments anciens et mal isolés et l'approvisionnement en énergie. En parallèle, nous ouvrons d'ambitieux chantiers d'avenir comme ceux de :

- la lutte contre l'étalement urbain ;
- la (ré)introduction de la nature et de la biodiversité dans nos villes ;
- l'intensification du recyclage ;
- la lutte contre le gaspillage ;
- la promotion de l'économie (circulaire) ;
- la priorité aux transports en commun ;
- l'accroissement de la mobilité électrique ;
- la rénovation de bâtiments ;
- l'amélioration de l'efficacité énergétique.

La création d'emploi et la recherche de partenariats avec les territoires ruraux voisins sont des clefs essentielles pour y parvenir. Réunies à Paris ce 26 mars 2015, nous prenons l'engagement d'amplifier nos "plans Climat" respectifs.

Le deuxième niveau d'actions est l'échelon européen. Il est temps que les capitales et les métropoles européennes unissent leurs forces pour lutter contre le dérèglement climatique. Cela passe par un dialogue plus étroit entre les villes, par des échanges plus réguliers d'expertises et de bonnes pratiques. Cette diplomatie européenne des villes, respectueuse de la diversité des territoires et des cultures locales, a vocation à se déployer rapidement et durablement.

Au sein de l'Union européenne, elle doit être davantage soutenue par le Parlement et par la Commission européenne, et bénéficier directement des financements européens. Nous devons même aller encore plus loin, en favorisant sur la base du volontariat la coordination des investissements publics.

Ensemble, les métropoles européennes représentent des marchés considérables de commande publique, de l'ordre de 10 milliards d'euros par an, auxquels s'ajoutent les effets d'entraînement sur le secteur privé qui aligne souvent ses propres exigences sur celles du secteur public.

Ces dépenses d'investissement devraient se concentrer sur les filières "vertes", les industries

(modernisation des outils de production et innovation) et les services "sobres en carbone". C'est l'initiative que nous lançons aujourd'hui à Paris : coordonner nos marchés publics pour faire émerger des offres plus respectueuses de l'environnement. L'Europe des villes prendra forme de cette manière, audacieuse et collaborative.

Enfin, nous devons nous impliquer davantage au niveau mondial. Les efforts que nous faisons, les politiques que nous menons dans nos villes doivent contribuer à l'adoption d'un accord mondial sur le climat. Nous devons nous appuyer sur les réseaux de villes et de gouvernements locaux engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique pour favoriser une gouvernance mondiale.

Depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992, il y a 23 ans, les Nations unies recherchent le consensus international pour faire face au défi que constitue le dérèglement climatique et qui ne cesse de s'aggraver. Aujourd'hui, nous n'avons plus le choix. La prochaine conférence de Paris sur le climat, en décembre 2015, doit montrer que nous avons enfin pris la mesure des enjeux.

Dès maintenant, les métropoles européennes peuvent contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique en proposant, localement, des solutions concrètes. Demain, nous joindrons nos efforts à ceux d'autres villes à travers la planète - en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Asie - qui mettent en œuvre des solutions locales innovantes.

C'est ensemble, grâce aux villes rassemblées en réseaux et en lien avec les citoyens, les ONG, la communauté scientifique, le monde de l'entreprise que nous ferons la différence. Parce que les grandes villes ont tout leur rôle à jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique, trouvons ensemble les chemins d'un avenir durable.

La collaboration des villes dans laquelle nous nous engageons doit déboucher sur des solutions coordonnées. Communes, bien plus souvent."

[Opinion publiée dans La Libre le mercredi 25 mars 2015](#)

Voir en ligne : [Voir l'article dans La Libre](#)